

N° 6344

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2011-2012

PROJET DE LOI

- **approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement**
- **approuvant l'amendement de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM**

* * *

*(Dépôt: le 14.10.2011)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (11.10.2011).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs et commentaire des articles.....	2
4) Resolution No. 227 – Additions to resources: sixteenth replenishment.....	8

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi

- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
- approuvant l'amendement de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM.

Palais de Luxembourg, le 11 octobre 2011

Le Ministre des Finances,

Luc FRIEDEN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er. Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 48.950.000 euros à la seizième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement, conformément à la résolution No 227 adoptée le 26 avril 2011 par le conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement.

Art. 2. L'article 1er de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole est remplacé par la disposition suivante:

„**Art. 1er.** Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 30.260.000 euros à l'annulation des créances de l'Association Internationale de Développement sur les 38 Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et les 4 pays potentiellement éligibles à l'initiative PPTE renforcée, conformément à la résolution No 211 adoptée le 21 avril 2006 par le Conseil des gouverneurs de l'AID.“

*

EXPOSE DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DES ARTICLES

Régulièrement le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés des projets de loi destinés à faire face aux obligations résultant de l'appartenance du Luxembourg à diverses institutions financières internationales. Le présent projet a pour objet en premier lieu d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement (AID) et, en deuxième lieu, d'ajuster la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

Article 1er. Seizième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (AID)

Créée en 1960, l'AID, institution du groupe de la Banque mondiale, a pour vocation d'aider le développement économique des pays les plus pauvres. Pour soutenir ces pays elle accorde des prêts sans intérêt et des dons. L'AID complète ainsi l'autre guichet de prêt de la Banque mondiale qu'est la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), laquelle dispense des prêts d'investissement et des services de conseil aux pays à revenu intermédiaire. Alors que la BIRD mobilise l'essentiel de ses ressources sur les marchés internationaux des capitaux, l'AID est largement tributaire des contributions des plus riches de ses pays membres pour couvrir ses besoins en capitaux. Elle tire des ressources supplémentaires des transferts de revenu de la BIRD et des remboursements de ses crédits antérieurs effectués par les pays emprunteurs.

L'AID est l'un des principaux bailleurs de fonds aux 79 pays les plus pauvres de la planète, dont 39 sont situés en Afrique. Elle constitue la principale source de financement des services sociaux de base dans ces pays. Depuis sa création, l'AID a accordé au total 222 milliards de dollars US de crédits et de dons, dont la majeure partie, soit environ 50%, va en Afrique.

Pour pouvoir bénéficier de l'assistance de l'AID, le revenu annuel par habitant d'un pays ne doit pas dépasser 1.165 dollars US. Lorsqu'un pays se qualifie pour l'assistance de l'AID, une stratégie globale est élaborée en consultation avec le Gouvernement et la société civile du pays en question d'une part, et avec les autres bailleurs de fonds d'autre part. La bonne gestion par les pays bénéficiaires des allocations reçues compte dans une large mesure pour la détermination du volume des allocations futures. C'est cette combinaison de procédures d'allocation qui fait de l'AID l'un des instruments d'aide au développement les plus participatifs et efficaces qui soit.

Les fonds mis à disposition par l'AID servent à promouvoir deux types d'opérations bien distinctes: d'une part, des projets d'investissement affectant directement les conditions de vie des plus démunis, comme la fourniture d'eau potable, de systèmes d'irrigation, de soins de santé ou de moyens d'éducation; d'autre part, des projets d'ajustement structurel soutenant d'une façon plus générale les finances publiques dans les pays bénéficiaires, ceci en vue de faciliter des réformes en matière de restructuration économique, de stimulation de l'emploi ou de mise en place d'un système de sécurité sociale. Si la majeure partie des allocations se fait sous forme de prêts concessionnels (0% d'intérêt, remboursables

sur 20, 35 ou 40 ans avec un délai de grâce de 10 ans, commission de gestion de 0,75%), une part non négligeable est désormais dispensée sous forme de dons (20% en 2011).

Depuis sa création en 1960, l'AID s'est vue octroyer une contribution cumulative du Luxembourg de l'ordre de 225 millions de dollars US. Les négociations pour la 16e reconstitution des ressources de l'AID se sont conclues en décembre 2010. Les promesses de dons ont atteint un niveau de 26,4 milliards de dollars US. Au total, la 16e reconstitution des ressources permettra de lever 49,3 milliards de dollars US; une augmentation de 7,1 milliards par rapport à la reconstitution précédente. Au total, 51 pays ont participé à la 16e reconstitution des ressources; dernier cycle complet du processus de reconstitution avant 2015, année butoir pour l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Cette augmentation de près de 20% de l'enveloppe totale mise à disposition à l'AID traduit la volonté des bailleurs de fonds de consolider l'AID en tant que plate-forme incontournable pour l'aide au développement mondial. Au cours de la période AID 16, allant de juillet 2011 à juin 2014, il sera accordé une attention particulière au thème de la parité hommes-femmes, aux problèmes des Etats fragiles et au changement climatique. En parallèle, l'AID continuera à soutenir les projets d'infrastructure, le développement de l'agriculture et le secteur énergétique. Notons également la création d'un mécanisme d'intervention rapide habilitant l'AID d'intervenir de manière flexible en case de crises économiques ou de catastrophes naturelles. Au demeurant, les nouveaux fonds permettront à l'AID de continuer à jouer un rôle crucial dans l'architecture globale de l'aide au développement; marquée par la prolifération des mécanismes d'acheminement de l'aide et la fragmentation de l'APD; et à aider les pays à atteindre les OMD.

Les principaux thèmes de la 16e reconstitution des ressources de l'AID sont:

- i) Riposte aux crises
- ii) Etats fragiles ou touchés par un conflit
- iii) Genre et parité hommes-femmes
- iv) Changement climatique

i) Renforcement de la capacité de réponse de l'AID aux chocs économiques majeurs et catastrophes naturelles

En 2009 la Banque mondiale lance, sous l'impulsion de l'AID, un projet pilote de financement des ripostes à la crise pour un montant de 1,3 milliard de dollars US. Grâce à ce mécanisme l'AID a su fournir une aide financière additionnelle précieuse afin d'atténuer l'impact de la crise économico-financière notamment sur les systèmes de protection sociale des pays à faible revenu. Le guichet pilote a été ouvert pour une durée de 18 mois et fut clos en juin 2011. Lors des négociations AID 16, les représentants des pays donateurs et des pays partenaires ont pu se rendre compte de l'efficacité du mécanisme ainsi mis en place et ont décidé d'en faire une composante permanente de l'éventail des instruments de lutte contre la pauvreté dont dispose l'AID.

Cette décision de créer un mécanisme de riposte aux crises (MRC) s'est en outre basée sur le constat qu'une approche systématique et basée sur des règles claires et précises, notamment en ce qui concerne les critères d'éligibilité et d'allocation de l'aide au titre du MRC, pourrait s'avérer décisive dans l'acheminement rapide, flexible et efficace d'une aide après de chocs graves et généralisés. Au demeurant, un tel mécanisme comblerait un vide dans l'architecture financière mondiale.

Alors que le guichet pilote visait les situations de crise économique, le champ d'application du nouveau mécanisme a été étendu aux catastrophes naturelles. Dans les deux cas de figure, le rôle de l'AID sera complémentaire à celui des institutions/agences internationales spécialisées. Aussi, en cas de catastrophe naturelle, l'AID prêterait main-forte aux efforts déployés par les Nations Unies, alors qu'elle assistera le FMI dans son intervention face à des chocs économiques sévères. Au maximum 5% de l'enveloppe globale AID 16 pourrait être utilisé à des fins de riposte aux chocs économiques et/ou aux catastrophes naturelles.

Le MRC fera l'objet d'une évaluation approfondie lors de la revue à mi-parcours de l'AID 16.

ii) Etats fragiles ou touchés par un conflit

Permettre aux pays partenaires la pleine appropriation de leurs stratégies nationales de développement suppose nécessairement un renforcement des capacités institutionnelles et administratives. Mais

pour certains Etats la situation en termes d'instabilité politique et de faiblesse de la capacité institutionnelle est telle qu'une approche opérationnelle spécifique est devenue nécessaire. Ceci est notamment le cas pour les Etats dits postconflituels.

Depuis plus d'une décennie l'AID intervient dans les Etats fragiles et/ou postconflituels. Durant toute cette période l'AID a perfectionné son approche afin de fournir une aide rapide, efficace et coordonnée. Lors des négociations AID 16, les représentants des bailleurs de fonds ont salué les progrès de l'AID en la matière tout en soulignant la nécessité de tirer des conclusions opérationnelles concrètes de l'analyse sur le thème „Conflicts, sécurité et développement“ fournie par le „Rapport sur le développement dans le monde 2011“. Ce rapport étudie l'expérience vécue par les Etats qui ont pu assurer une transition réussie de la violence vers une situation socio-économique stabilisée. L'analyse favorise les efforts à moyen et long terme afin de prévenir la récurrence de conflits par rapport aux actions de reconstruction post-conflit à court terme.

Les bailleurs de fonds ont également décidé que l'AID établisse une typologie de la fragilité afin de mieux refléter l'hétérogénéité du concept; le but ultime étant l'élaboration d'une approche cohérente en matière de soutien aux Etats fragiles ou sortant d'un conflit. La revue de mi-parcours de l'AID 16 discutera de l'adoption de propositions concrètes en la matière. Dans le même contexte ils ont souligné la nécessité de faire des efforts supplémentaires en matière de collaboration avec le système des Nations Unies et autres agences spécialisées.

iii) Genre et parité hommes-femmes

La promotion de l'égalité des sexes est un moyen efficace pour combattre la pauvreté et assurer un développement social et économique durable. Depuis trois décennies la Banque mondiale intervient en faveur de la parité des genres. En 2001, sous l'égide des bailleurs de fonds de l'AID, la Banque mondiale adopte une stratégie de prise en compte généralisée des problèmes d'égalité des sexes dans ses opérations, et notamment en ce qui concerne les projets dans les pays clients de l'AID. Et, depuis 2007, le „Plan d'Action pour l'égalité des Sexes“ permet une plus grande prise en considération de la question de la parité des genres dans les opérations de la Banque mondiale dans les secteurs économiques. Il reste toutefois vrai que la prise en compte de cette problématique reste plus marquée dans les projets dans les secteurs sociaux et connexes.

Les bailleurs de fonds ont salué les progrès réalisés par l'AID dans le domaine de l'égalité des sexes, et décidé de continuer à renforcer l'accent mis sur la prise en compte systématique de cet enjeu dans les opérations et les travaux analytiques de l'AID et d'introduire des indicateurs sexo-spécifiques afin de pouvoir mieux mesurer les résultats des activités de l'AID en termes d'impact sur l'égalité des sexes. A partir de l'AID 16 la Banque mondiale procédera à une intégration totale des considérations d'égalité des sexes dans les stratégies d'aide-pays. Les donateurs ont également fait appel à l'AID pour continuer intensifier ses investissements dans l'égalité des sexes dans le but de rendre les femmes économiquement autonomes au-delà de la date de clôture du plan d'action pour les sexes. L'AID 16 verra le lancement de plans d'action régionaux pour l'égalité des sexes. Au demeurant, l'AID augmentera ses investissements dans le domaine de la santé maternelle et reproductive.

iv) Changement climatique

Il ne fait aucun doute que les clients de l'AID figurent parmi les pays les plus vulnérables aux risques liés au changement climatique. L'effort de l'AID est centré sur l'adaptation aux conséquences du changement climatique y compris le soutien aux pays les plus pauvres pour renforcer leur résilience au climat. Soutenir la capacité des pays à faire face aux chocs climatiques et réduire leur vulnérabilité climatique est un défi majeur pour la promotion d'un développement durable. L'AID reconnaît clairement que le changement climatique est devenu une question clé de la politique de développement.

Les donateurs de l'AID ont fortement apprécié les efforts d'analyse de l'AID pour mieux comprendre les risques relatifs au changement climatique. Ils ont insisté sur le besoin de continuer ce travail analytique afin de garantir, inter alia, une efficacité accrue des projets dans les secteurs à risque dont notamment l'agriculture. La résistance aux chocs climatiques fut également débattue et les bailleurs de fonds ont conclu à la nécessité que toutes les stratégies d'aide-pays renferment un volet vulnérabilité au changement climatique. Cette intégration systématique des risques climatiques dans les stratégies d'aide-pays figurera à l'ordre du jour de la revue à mi-parcours de l'AID 16. L'accès aux énergies propres et renouvelables et les investissements y relatifs vont également continuer à jouer un rôle central dans l'aide que l'AID fournit aux pays les plus pauvres pour soutenir leurs efforts d'atténuation.

Au demeurant, les bailleurs de fonds ont passé en revue les progrès réalisés par l'AID dans le renforcement de son système de mesure des impacts sur le terrain. Ils ont félicité l'AID pour les avancements réalisés en la matière et ont demandé à l'AID de poursuivre ces efforts à travers le développement d'indicateurs quantifiables permettant de suivre et de mesurer avec précision la mise en oeuvre des décisions prises pour l'AID 16.

*

Eu égard au rôle central de l'AID dans la réalisation des ODM et à son importance cruciale en tant que plate-forme de l'aide au développement mondial, le Luxembourg a annoncé qu'il contribuera 48,95 millions d'euros à la 16e reconstitution de l'AID, ce qui accroît sa part de 8,68 millions d'euros et la maintient à 0,19% de l'enveloppe globale de l'AID. Cette contribution traduit la confiance du Gouvernement dans la capacité de l'AID et du groupe Banque mondiale de fournir une aide efficace, rapide et adaptée aux besoins des pays les plus pauvres. Elle confirme également la volonté du Luxembourg de continuer à soutenir de manière vigoureuse les programmes d'aide des institutions multilatérales de développement. Elle illustre la conviction du Gouvernement que l'aide multilatérale est un instrument efficace et efficient de l'aide au développement. En effet, les organisations multilatérales exhibent souvent des connaissances plus approfondies et une expérience plus poussée que les pays donateurs pris individuellement. Elles permettent la réalisation d'économies d'échelle, offrent un vaste potentiel de synergies, évitent, par cela, le double emploi et poussent à la coordination. Il en résulte des processus moins onéreux et plus structurés. Finalement, le multilatéral est traditionnellement délié. Par conséquent il facilite aux pays en développement l'appropriation des stratégies et programmes de lutte contre la pauvreté.

La contribution du Luxembourg s'opère par l'émission d'un bon du trésor de 48.950.000 euros. Le tirage du bon et l'impact budgétaire sont prévus d'après l'échéancier suivant:

Tableau 1: Impact budgétaire

<i>Année</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Pourcentage d'encaissement</i>
2012	2.937.000 €	6,00%
2013	6.020.850 €	12,30%
2014	8.713.100 €	17,80%
2015	7.929.900 €	16,20%
2016	7.048.800 €	14,40%
2017	5.727.150 €	11,70%
2018	4.405.500 €	9,00%
2019	3.524.400 €	7,20%
2020	2.643.300 €	5,40%
	48.950.000 €	100,00%

Les contributions antérieures du Luxembourg à l'AID se résument comme suit:

Tableau 2: Contributions antérieures du Luxembourg

<i>Année</i>	<i>Date de la loi</i>	<i>Montant (millions)</i>	<i>Suppléments (millions)</i>	<i>Total (millions)</i>
Souscription initiale +	3 février 1964	0,38 USD	/	0,75 USD
IDA-1		0,37 USD		
IDA- 2	26 mai 1967	0,60 USD	/	0,60 USD
IDA-3	30 mai 1972	1,20 USD	/	1,20 USD
IDA-4	24 mars 1975	2,25 USD	/	2,25 USD
IDA-5	31 décembre 1976	3,60 USD	/	3,60 USD
IDA-6	8 novembre 1980	6,00 USD	0,50 USD	6,50 USD
IDA-7	27 février 1987	4,50 USD	/	4,50 USD
IDA-8	15 novembre 1988	5,75 USD	/	5,75 USD
IDA-9	27 février 1991	5,85 DTS	/	5,85 DTS
IDA-10	24 février 1994	6,50 DTS	0,50 DTS	7,00 DTS
IDA-11	14 mai 1997	8,05 DTS	0,95 DTS	9,00 DTS
IDA-12	9 juin 1999	8,64 DTS	/	8,64 DTS
IDA-13	10 novembre 2003	14,38 EUR	/	14,38 EUR
IDA-14	30 mars 2006	28,83 EUR	/	28,83 EUR
IDA-15	19 décembre 2008	40,27 EUR	/	40,27 EUR

Article 2. Ajustement de la contribution du Luxembourg à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)

Lors du sommet du G-8 de Gleneagles du 9 juillet 2005, les Chefs d'Etat ont trouvé un accord sur l'annulation totale des créances de l'Association Internationale de Développement de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International (FMI) et du Fonds africain de développement de la Banque Africaine de Développement (FafD) sur les pays bénéficiaires de l'initiative de réduction de la dette en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Cet accord a ensuite été confirmé par le Comité de Développement de la Banque Mondiale et le Comité Monétaire et financier international du Fonds Monétaire International le 25 septembre 2005.

Les négociations relatives au financement de l'annulation de la dette multilatérale dans le cadre de l'AID se sont clôturées le 7 décembre 2005 à Washington DC. Lors de ces négociations, les bailleurs de fonds ont exprimé leur soutien à l'octroi d'un allègement supplémentaire de la dette par le biais de l'IADM permettant d'investir des ressources plus conséquentes dans le cadre des OMD. Les représentants ont souligné le rôle central de l'AID dans la réalisation de ces objectifs. Ils ont également souligné que l'initiative ne doit nullement nuire à la capacité financière de l'AID et que l'AID doit pouvoir continuer à jouer son rôle de soutien aux pays à faible revenu. Par conséquent, les bailleurs de fonds se sont engagés à compenser les coûts à supporter par l'AID, et inhérents à l'allègement de la dette, sur une période de 37 ans.

Au moment de la conclusion de l'accord de financement de l'annulation des dettes multilatérales la contribution luxembourgeoise a été estimée à 29,52 millions d'euros sur la période 2007-2043.

Eu égard à la durée de l'engagement, la résolution No 211 stipule toutefois dans ses paragraphes 1 (f) et 2 (c) que l'AID procède à un ajustement annuel des engagements des bailleurs de fonds afin de refléter le coût réel de mise en oeuvre de l'IADM. Ces ajustements annuels n'ont pour le moment pas encore occasionné une adaptation de l'engagement luxembourgeois.

Notons toutefois que l'initiative IADM a souffert dès son lancement d'un déficit structurel de financement. Afin de contribuer au colmatage du déficit structurel le Luxembourg a annoncé d'ajuster son taux de participation à l'IADM de 0,10% à 0,11%. Le coût supplémentaire de cette mesure est de 740.000 euros avec comme échéances de paiement respectivement les 15 janvier 2037, 2038, 2039 et 2040. Etant donné que, dans le cadre de ses opérations, l'AID contracte des engagements sur la base

de remboursements futurs, calculés sur une période de dix ans, de crédits alloués (Advance commitment authority) l'annulation de la dette multilatérale engendre, ceteris paribus, une réduction de la capacité d'allocation de crédits dans le chef de l'AID. Participer au colmatage du déficit structurel de l'IADM permet de contrecarrer cet effet.

Vu l'échéance lointaine des paiements relatifs à l'ajustement et l'incertitude quant au coût réel final de l'opération d'annulation de la dette multilatérale, une adaptation du bon du trésor initialement émis pour couvrir l'engagement IADM luxembourgeois n'est pas requise. L'impact budgétaire de la participation à l'IADM, après ajustement, se présente comme suit:

Tableau 3: Contributions IADM du Luxembourg

<i>Date</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Statuts</i>
15 janvier 2007	280.000 €	payé
15 janvier 2008	370.000 €	payé
15 janvier 2009	420.000 €	payé
15 janvier 2010	490.000 €	payé
15 janvier 2011	600.000 €	payé
15 janvier 2012	620.000 €	encours
15 janvier 2013	690.000 €	encours
15 janvier 2014	710.000 €	encours
15 janvier 2015	790.000 €	encours
15 janvier 2016	860.000 €	encours
15 janvier 2017	880.000 €	encours
15 janvier 2018	900.000 €	encours
15 janvier 2019	950.000 €	encours
15 janvier 2020	1.110.000 €	encours
15 janvier 2021	1.290.000 €	encours
15 janvier 2022	1.410.000 €	encours
15 janvier 2023	1.480.000 €	encours
15 janvier 2024	1.480.000 €	encours
15 janvier 2025	1.460.000 €	encours
15 janvier 2026	1.450.000 €	encours
15 janvier 2027	1.430.000 €	encours
15 janvier 2028	1.440.000 €	encours
15 janvier 2029	1.370.000 €	encours
15 janvier 2030	1.280.000 €	encours
15 janvier 2031	1.170.000 €	encours
15 janvier 2032	1.070.000 €	encours
15 janvier 2033	960.000 €	encours
15 janvier 2034	840.000 €	encours
15 janvier 2035	710.000 €	encours
15 janvier 2036	590.000 €	encours
15 janvier 2037	420.000 €	encours
	29.520.000 €	Sous-total correspondant à l'engagement initial
15 janvier 2037	40.000 €	prévu
15 janvier 2038	350.000 €	prévu

<i>Date</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Statuts</i>
18 janvier 2039	270.000 €	prévu
17 janvier 2040	80.000 €	prévu
15 janvier 2041	pas de transaction prévue	
15 janvier 2042	pas de transaction prévue	
15 janvier 2043	pas de transaction prévue	
15 janvier 2044	pas de transaction prévue	
	740.000 €	Coût additionnel suite à l'ajustement
	30.260.000 €	Grand Total

*

RESOLUTION No. 227

ADDITIONS TO RESOURCES: SIXTEENTH REPLENISHMENT

Approved by the Board of Governors of IDA
on April 26, 2011

WHEREAS:

- (A) The Executive Directors of the International Development Association (the „Association“) have considered the prospective financial requirements of the Association and have concluded that it is desirable to authorize a replenishment of the resources of the Association for new financing commitments for the period from July 1, 2011 to June 30, 2014 (the „Sixteenth Replenishment“) in the amounts and on the basis set out in the report of the IDA Deputies, „Additions to Resources: Sixteenth Replenishment,“ (the „Report“), approved by the Executive Directors on February 15, 2011 (modified on March 18, 2011), and submitted to the Board of Governors;
- (B) The members of the Association consider that an increase in the resources of the Association is required and intend to take all necessary governmental and legislative action to authorize and approve the allocation of additional resources to the Association in the amounts and on the conditions set out in this Resolution;
- (C) Members of the Association that contribute resources to the Association in addition to their subscriptions as part of the Sixteenth Replenishment („Contributing Members“) are to make available their contributions pursuant to the Articles of Agreement of the Association (the „Articles“) partly in the form of subscriptions carrying voting rights and partly as supplementary resources in the form of contributions not carrying voting rights;
- (D) Additional subscriptions are to be authorized for Contributing Members in this Resolution on the basis of their agreement with respect to their preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles, and provision is made for the other members of the Association („Subscribing Members“) intending to exercise their rights pursuant to that provision to do so;
- (E) It is desirable to provide for a portion of resources to be contributed by members to be paid to the Association as advance contributions;
- (F) Additional subscriptions and contributions are to be authorized for Contributing Members to provide compensation for the Association's debt forgiveness commitments under the Heavily Indebted Poor Countries („HIPC“) Debt Initiative; to provide financing for arrears clearance operations by the Association; to provide compensation for forgone principal reflows from the making of grants, and to provide financing for the Crisis Response Window;
- (G) It is desirable to authorize the Association to provide financing in the form of grants, guarantees and the intermediation of risk management products in addition to loans; and
- (H) It is desirable to administer any remaining funds from the replenishment authorized by Resolution No. 219 of the Board of Governors of the Association (the „Fifteenth Replenishment“) as part of the Sixteenth Replenishment.

NOW THEREFORE THE BOARD OF GOVERNORS HEREBY ACCEPTS the Report as approved by the Executive Directors, **ADOPTS** its conclusions and recommendations **AND RESOLVES THAT** a general increase in subscriptions of the Association is authorized on the following terms and conditions:

1. *Authorization of Subscriptions and Contributions*

- (a) The Association is authorized to accept additional resources from each Contributing Member in the amounts specified for each such member in Columns (2) (3) (7), and (10) of Table 1 attached to this Resolution, and each such amount will be divided into a subscription carrying voting rights and a contribution not carrying voting rights as specified in Table 2 attached to this Resolution.
 - (i) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members to compensate the Association for the Association's debt forgiveness commitments under the HIPC Debt Initiative in the amounts and as specified in Column (7) of Table 1 attached to this Resolution.
 - (ii) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members to finance arrears clearance operations in the amounts and as specified in Column (10) of Table 1 attached to this Resolution.
 - (iii) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members finance forgone principal reflows from the making of grants in the amounts and as specified in Column (12) of Table 1 attached to this Resolution.
- (b) The Association is authorized to accept additional resources from any member for which no contribution is specified in Table 2 and additional subscriptions and contributions from Contributing Members incremental to the amounts specified for each such member in Table 1.
- (c) The Association is authorized to accept additional subscriptions from each Subscribing Member in the amount specified for each such member in Table 2.
- (d) The rights and obligations of the Association and the Contributing Members in respect of the authorized subscriptions and contributions in paragraphs (a) and (b) above will be the same (except as otherwise provided in this Resolution) as those applicable to the ninety per cent portion of the initial subscriptions of original members payable under Article II, Section 2(d) of the Articles of Agreement (the „Articles“) by members listed in Part I of Schedule A of the Articles.

2. *Agreement to Pay*

- (a) When a Contributing Member agrees to pay its subscription and contribution, or a Subscribing Member agrees to pay its subscription, it will deposit with the Association an Instrument of Commitment substantially in the form set out in Attachment I to this Resolution („Instrument of Commitment“) and, with respect to its contribution for debt forgiveness under the HIPC Debt Initiative or for arrears clearance operations, a Contributing Member will either include such contribution in an Instrument of Commitment or make a Debt Relief Transfer Contribution, as defined and specified in paragraph 9(a) of this Resolution.
- (b) When a Contributing Member agrees to pay a part of its subscription and contribution without qualification and the remainder is subject to enactment by its legislature of the necessary appropriation legislation, it will deposit a qualified Instrument of Commitment in a form acceptable to the Association („Qualified Instrument of Commitment“) and such member:
 - (i) undertakes to exercise its best efforts to obtain legislative approval for the full amount of its subscription and contribution by the payment dates set out in paragraph 3(b) of this Resolution; and
 - (ii) agrees that, upon obtaining such approvals, it will notify the Association that any parts of its Qualified Instrument of Commitment have become unqualified.

3. *Payment*

- (a) Each Subscribing Member will pay to the Association the amount of its subscription in full within 31 days after the date of deposit of its Instrument of Commitment; provided that if the Sixteenth Replenishment shall not have become effective by December 15, 2011, payment may be postponed by the member for not more than 31 days after the Effective Date as defined in paragraph 6(a) of this Resolution.
- (b) Each Contributing Member that deposits an Instrument of Commitment that is not a Qualified Instrument of Commitment will pay to the Association the amount of its subscription and contribution in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date or as agreed with the Association, January 15, 2013, and January 15, 2014; provided that:
 - (i) the Association and each Contributing Member may agree to earlier payment;
 - (ii) if the Sixteenth Replenishment shall not have become effective by December 15, 2011, payment of the first such installment may be postponed by the member for not more than 31 days after the date on which the Sixteenth Replenishment becomes effective;
 - (iii) the Association may agree to the postponement of any installment, or part thereof, if the amount paid, together with any unused balance of previous payments by the Contributing Member concerned, is at least equal to the amount estimated by the Association to be required from that member up to the due date of the next installment for purposes of disbursements for financing committed under the Sixteenth Replenishment; and
 - (iv) if any Contributing Member deposits an Instrument of Commitment with the Association after the date when the first installment of the subscription and contribution is due, payment of any installment, or part thereof, will be made to the Association within 31 days after the date of such deposit.
- (c) If a Contributing Member has deposited a Qualified Instrument of Commitment and, upon enactment of appropriation legislation, notifies the Association that an installment, or part thereof, is unqualified after the date when it was due, then payment of such installment, or part thereof, will be made within 31 days after the date of such notification.

4. *Mode of Payment*

- (a) Payments pursuant to this Resolution will be made, at the option of the member:
 - (i) in cash, on terms agreed between the member and the Association; or
 - (ii) by the deposit of notes or similar obligations issued by the government of the member or the depository designated by such member, which shall be non-negotiable, non-interest bearing and payable at their par value on demand to the account of the Association.
- (b) The Association will encash notes or similar obligations of Contributing Members, on an approximately *pro rata* basis among donors, in accordance with the encashment schedule set out at Attachment II to this Resolution, or as agreed between a Contributing Member and the Association. With respect to a Contributing Member that is unable to comply with one or more encashment requests, the Association may agree with the member on a revised encashment schedule that yields at least an equivalent value to the Association.
- (c) The provisions of Article IV, Section 1(a) of the Articles will apply to the use of a Subscribing Member's currency paid to the Association pursuant to this Resolution.

5. *Currency of Denomination and Payment*

- (a) Members will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in SDRs, the currency of the member if freely convertible, or, with the agreement of the Association, in a freely convertible currency of another member, except that if a Contributing Member's economy experienced a rate of inflation in excess of ten percent per annum on average in the period 2007-2009, as determined by the Association, its subscription and contribution will be denominated in SDRs or in any currency used for the valuation of the SDR and agreed with the Association.
- (b) Contributing Members will make payments pursuant to this Resolution in SDRs, a currency used for the valuation of the SDR, or, with the agreement of the Association, in another freely convertible currency, and the Association may freely exchange the amounts received as requi-

red for its operations. Subscribing Members will make payments in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association.

- (c) Each member will maintain, in respect of its currency paid by it under this Resolution, and the currency of such member derived therefrom as principal, interest or other charges, the same convertibility as existed on the effective date of this Resolution.
- (d) The provisions of Article IV, Section 2 of the Articles with respect to maintenance of value will not be applicable.

6. *Effective Date*

- (a) The Sixteenth Replenishment will become effective and the resources to be contributed pursuant to this Resolution will become payable to the Association on the date (the „Effective Date“) when Contributing Members whose subscriptions and contributions aggregate not less than SDR 10,395 million shall have deposited with the Association Instruments of Commitment, Qualified Instruments of Commitment or Debt Relief Transfer Notifications (as defined in paragraph 9 (b) of this Resolution), provided that this date shall be not later than December 15, 2011, or such later date as the Executive Directors of the Association may determine.
- (b) If the Association determines that the availability of additional resources pursuant to this Resolution is likely to be unduly delayed, it shall convene promptly a meeting of the Contributing Members to review the situation and to consider the steps to be taken to prevent a suspension of financing to eligible recipients by the Association.

7. *Advance Contributions*

- (a) In order to avoid an interruption in the Association’s ability to commit financing to eligible recipients pending the effectiveness of the Sixteenth Replenishment, the Association may deem, prior to the Effective Date, one third of the total amount of each subscription and contribution for which an Instrument of Commitment has been deposited with the Association, or for which a Debt Relief Transfer Notification (as defined in paragraph 9(b) of this Resolution) has been received by the Association, as an „Advance Contribution“, unless the Contributing Member specifies otherwise in its Instrument of Commitment or Debt Relief Transfer Notification.
- (b) The Association shall specify when Advance Contributions pursuant to subparagraph (a) are to be paid to the Association.
- (c) The terms and conditions applicable to contributions to the Sixteenth Replenishment shall apply also to Advance Contributions until the Effective Date, when such contributions shall be deemed to constitute payment towards the amount due from each Contributing Member for its subscription and contribution.
- (d) In the event that the Sixteenth Replenishment shall not become effective pursuant to paragraph 6(a) of this Resolution, (i) voting rights will be allocated to each member for the Advance Contribution as if it had been made as a subscription and contribution under this Resolution, and (ii) each member not making an Advance Contribution will have the opportunity to exercise its preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles with respect to such subscription as the Association shall specify.

8. *Commitment Authority*

- (a) Subscriptions and contributions will become available for commitment by the Association for financing to eligible recipients in three equal annual installments: (i) the first installment will become available to the Association for commitment from the Effective Date, provided that advance contributions may become available earlier under paragraph 7(a) of this Resolution; (ii) the second installment will become available from July 1, 2012, and (iii) the third installment will become available from July 1, 2013.
- (b) Any qualified part of a subscription and contribution notified under a Qualified Instrument of Commitment will become available for commitment by the Association for financing when the Association has been notified, pursuant to paragraph 2(b) (ii) of this Resolution, that such parts have become unqualified.

- (c) The Association may enter into financing commitments with eligible recipients conditional on such commitments becoming effective and binding on the Association when resources under the Sixteenth Replenishment become available for commitment by the Association.

9. *HIPC and Arrears Clearance Contributions*

- (a) Contributing Members making an additional subscription and contribution to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Relief Initiative or to finance arrears clearance operations, will do so either: (i) through an additional subscription and contribution to the Association's regular resources (a „Debt Relief Additional Contribution“) or (ii) through a creditor-specific contribution for the benefit of the Association to the HIPC window of the Debt Relief Trust Fund or a contribution to the arrears clearance window of the Debt Relief Trust Fund (each a „Debt Relief Transfer Contribution“).
- (b) Contributing Members making a Debt Relief Transfer Contribution will either (i) enter into a Contribution Agreement with the Association as administrator of the Debt Relief Trust Fund; or (ii) for Contributing Members that are already current contributors to the Debt Relief Trust Fund, send to the Association a notice of additional contribution or allocation to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund, (each a „Debt Relief Transfer Notification“). Such Debt Relief Transfer Notification will provide for a contribution to be made to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund in the amounts set forth in Columns (7) and (10) of Table 1 to this Resolution, each to be payable in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date, January 15, 2013, and January 15, 2014; provided that the Association and each Contributing Member may agree to earlier payment.
- (c) When any amount of a Debt Relief Transfer Contribution is paid to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative or to finance arrears clearance operations, such amount of the Debt Relief Transfer Contribution will be treated as a subscription and contribution under the Sixteenth Replenishment.

10. *Compensation for Forgone Principal Reflows*

- (a) Contributing Members making an additional subscription and contribution to finance forgone principal reflows from the making of grants will do so through an additional subscription and contribution to the Association's regular resources (a „Grant Compensation Additional Contribution“).

11. *Authorization of Grants, Guarantees and Risk Intermediation*

The Association is hereby authorized to provide financing under the Sixteenth Replenishment in the form of grants and guarantees and through the intermediation of risk management products.

12. *Administration of IDA15 Funds under the Sixteenth Replenishment*

- (a) On the Effective Date, any funds, receipts, assets and liabilities held by the Association under the Fifteenth Replenishment will be administered under the Sixteenth Replenishment, subject, as appropriate, to the terms and conditions applicable to the Fifteenth Replenishment.
- (b) Pursuant to Article V, Section 2(a)(i) of the Articles of Agreement of the Association, the Association is authorized to use the funds referred to in paragraph 11(a) above, and funds derived therefrom as principal, interest or other charges, to provide financing in the forms of grants and guarantees under the terms, conditions and policies applicable under the Sixteenth Replenishment.

13. *Allocation of Voting Rights under Sixteenth Replenishment*

Voting rights calculated on the basis of the current voting rights system will be allocated to members for subscriptions under the Sixteenth Replenishment as follows:

- (a) Each Subscribing Member that has deposited with the Association an Instrument of Commitment will be allocated the subscription votes specified for each such member in Table 2 on the effective payment date pursuant to paragraph 3(a) of this Resolution. Each Subscribing Member will be allocated the additional membership votes specified in Column c-3 of Table 2 on the date such member is allocated its subscription votes.

- (b) Each Contributing Member that has deposited with the Association an Instrument of Commitment will be allocated one third of the subscription votes specified for each such member in Table 2 on each effective payment date pursuant to paragraph 3(b) of this Resolution. Each Contributing Member will be allocated the additional membership votes specified in Column b-4 of Table 2 for its subscription on the date such member is allocated the first one third of its subscription votes.
- (c) Each Contributing Member that has made a Debt Relief Transfer Contribution will be allocated a proportionate share of the subscription votes specified for such member in Column b-3 of Table 2 from time to time and at least semi-annually following payment of any amount of its Debt Relief Transfer Contribution to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative or to finance arrears clearance operations.
- (d) Each member that has deposited with the Association a Qualified Instrument of Commitment will be allocated subscription votes at the time and to the extent of payments made in respect of its subscription and contribution.
- (e) Any member that deposits its Instrument of Commitment after any of these dates will be allocated, within 31 days of the date of such deposit, the subscription votes to which such member is entitled on account of such deposit.
- (f) If a member fails to pay any amount of its subscription or subscription and contribution when due, the number of subscription votes allocated from time to time to such member under this Resolution in respect of the Sixteenth Replenishment will be reduced in proportion to the shortfall in such payments, but any such votes will be reallocated when the shortfall in payments causing such adjustment is subsequently made up.

(Adopted on April 26, 2011)

*

Table 2: Subscriptions, Contributions and Votes
(Amounts in US\$ Equivalent)

Part II Member	Current Status (before IDA16)						Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Part II Voting Power				Additional Resources Provided under IDA16 in SDRs or Freely Convertible Currencies				Adjusted Voting Power				
	Subscriptions Carrying Votes (a-1)	Contributions (a-2)	Total Cumulative Resources (a-3)	Subscription Votes (a-4)	Membership Votes (a-5)	Total Voting Power % (a-6)	Subscription Carrying Votes (c-1)	Subscription Votes (c-2)	Membership Votes (c-3)	Total Voting Power % (c-4)	Subscription Carrying Votes (e-1)	Subscription Votes (e-2)	Contributions (e-3)	Total Additional Resources (e-4)	Subscription Votes (f-1)	as % of part II (f-2)	Membership Votes (f-3)	Total Voting Power % (f-5)	
SERBIA	29,651,418	0	29,651,418	29,644	42,800	0.30%	104,250	4,170	5,800	0.30%	0	0	0	0	33,714	0.53%	48,400	82,114	0.30%
SERRA LEONE	1,198,635	0	1,198,635	10,363	42,800	0.22%	36,575	1,463	5,800	0.22%	0	0	0	0	11,828	0.19%	48,400	60,226	0.22%
SINGAPORE	745,342	111,883,450	112,033,932	13,003	41,700	0.23%	45,875	1,635	5,800	0.23%	74,575	2,983	49,555,999	49,676,049	17,821	0.28%	47,500	65,321	0.24%
SLOVAK REPUBLIC	2,925,941	21,270,194	24,196,135	26,941	42,800	0.23%	95,075	3,803	5,800	0.23%	5,000	200	3,319,999	3,419,474	30,944	0.49%	48,400	79,344	0.29%
SOLOMON ISLANDS	146,967	0	146,967	1,428	42,800	0.18%	5,050	202	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,630	0.03%	48,400	50,030	0.19%
SOMALIA	1,198,635	0	1,198,635	10,363	42,800	0.22%	36,575	1,463	5,800	0.22%	0	0	0	0	11,828	0.19%	48,400	60,226	0.22%
SRI LANKA	4,756,257	0	4,756,257	40,445	42,800	0.34%	142,725	5,709	5,800	0.34%	0	0	0	0	46,154	0.72%	48,400	94,554	0.34%
ST. KITTS & NEVIS	211,171	0	211,171	2,020	42,800	0.18%	7,125	285	5,800	0.18%	0	0	0	0	2,305	0.04%	48,400	50,705	0.18%
ST. LUCIA	242,394	0	242,394	2,279	42,800	0.19%	8,050	322	5,800	0.19%	0	0	0	0	2,801	0.04%	48,400	51,001	0.19%
ST. VINCENT & GRENADINES	117,104	0	117,104	1,223	42,800	0.18%	4,325	173	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,396	0.02%	48,400	49,796	0.18%
SUDAN	1,587,921	0	1,587,921	13,955	42,800	0.23%	47,975	1,919	5,800	0.23%	0	0	0	0	15,514	0.24%	48,400	63,914	0.23%
SWAZILAND	509,586	0	509,586	4,665	42,800	0.19%	16,100	644	5,800	0.19%	0	0	0	0	5,709	0.08%	48,400	53,609	0.19%
SYRIAN ARAB REP.	1,495,393	0	1,495,393	12,949	42,800	0.23%	45,350	1,814	5,800	0.23%	0	0	0	0	14,663	0.23%	48,400	63,063	0.23%
TAJIKISTAN	588,521	0	588,521	5,246	42,800	0.20%	18,500	740	5,800	0.20%	0	0	0	0	5,988	0.09%	48,400	54,386	0.20%
TANZANIA	2,840,674	0	2,840,674	22,556	42,800	0.27%	79,600	3,184	5,800	0.27%	0	0	0	0	25,740	0.40%	48,400	74,140	0.27%
THAILAND	4,756,257	0	4,756,257	40,445	42,800	0.34%	142,725	5,709	5,800	0.34%	0	0	0	0	46,154	0.72%	48,400	94,554	0.34%
TIMOR-LESTE	452,425	0	452,425	3,758	41,700	0.19%	13,250	530	5,800	0.19%	0	0	0	0	4,288	0.07%	47,500	51,788	0.19%
TOGO	1,198,635	0	1,198,635	10,363	42,800	0.22%	36,575	1,463	5,800	0.22%	0	0	0	0	11,828	0.19%	48,400	60,226	0.22%
TONGA	117,104	0	117,104	1,223	42,800	0.18%	4,325	173	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,396	0.02%	48,400	49,796	0.18%
TRINIDAD & TOBAGO	2,123,964	0	2,123,964	18,209	42,800	0.25%	64,250	2,570	5,800	0.25%	0	0	0	0	20,779	0.33%	48,400	69,179	0.25%
TUNISIA	2,376,705	0	2,376,705	20,387	42,800	0.26%	71,950	2,878	5,800	0.26%	0	0	0	0	23,265	0.37%	48,400	71,665	0.26%
TURKEY	9,664,830	148,022,290	157,467,120	95,947	42,800	0.57%	338,575	13,543	5,800	0.57%	29,400	1,176	19,541,173	19,905,148	110,666	1.74%	48,400	159,066	0.58%
TUVALU	31,342	0	31,342	284	41,700	0.17%	925	37	5,800	0.17%	0	0	0	0	301	0.00%	47,500	47,801	0.17%
UGANDA	2,640,674	0	2,640,674	22,556	42,800	0.27%	79,600	3,184	5,800	0.27%	0	0	0	0	23,740	0.40%	48,400	74,140	0.27%
UKRAINE	9,627,391	0	9,627,391	81,106	41,700	0.51%	286,225	11,449	5,800	0.51%	0	0	0	0	92,557	1.45%	47,500	140,057	0.51%
UZBEKISTAN	1,937,848	0	1,937,848	16,697	42,800	0.24%	58,925	2,357	5,800	0.24%	0	0	0	0	19,054	0.30%	48,400	67,454	0.24%
VANUATU	304,881	0	304,881	2,802	42,800	0.19%	9,900	396	5,800	0.19%	0	0	0	0	3,198	0.05%	48,400	51,598	0.19%
VIETNAM	2,376,705	0	2,376,705	20,387	42,800	0.26%	71,950	2,878	5,800	0.26%	0	0	0	0	23,265	0.37%	48,400	71,665	0.26%
YEMEN REPUBLIC OF	2,478,942	0	2,478,942	19,661	42,800	0.26%	69,025	2,761	5,800	0.26%	0	0	0	0	22,322	0.35%	48,400	70,722	0.26%
ZAMBIA	4,225,912	0	4,225,912	36,044	42,800	0.32%	127,200	5,088	5,800	0.32%	0	0	0	0	41,132	0.65%	48,400	89,532	0.32%
ZIMBABWE	6,461,143	0	6,461,143	54,740	42,800	0.40%	199,175	7,727	5,800	0.40%	0	0	0	0	62,467	0.98%	48,400	110,867	0.40%
Subtotal Part II	611,284,474	5,357,686,542	5,968,971,016	5,525,719	5,999,400	47.62%	19,499,500	779,980	817,800	47.65%	1,686,000	67,440	1,120,282,412	1,132,769,887	6,373,139	100%	6,817,200	13,190,339	47.77%
Subtotal Part I	1,265,967,044	189,517,406,909	190,783,373,953	11,402,957	1,275,148	52.38%									12,985,411	100%	1,457,548	14,422,959	52.23%
Grand Total	1,877,251,518	194,875,013,451	196,752,264,969	16,928,676	7,274,548	100.00%									19,358,550	100%	8,254,748	27,613,298	100.00%

Notes:
Current Status (a-1) to (a-6): It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to various replenishments will fulfill their obligations. Amounts have been calculated, for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and contributions up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fineness in effect on January 1, 1960) by 1.20635 and adding thereto the dollar equivalent of the subscriptions and contributions under the Fourth through Fifteenth Replenishments at the agreed exchange rates.
Allocation of Additional Votes with respect to Encasement: Subscription votes have been allocated on the imputed value of these contributions based on the related encasement schedule rather than the nominal amounts shown in contribution tables. For the Sixteenth Replenishment, this is included in column (b-1) for Part I countries, and for Part II countries in column (e-4).
Additional Resources Provided under IDA16 in SDRs or Freely Convertible Currencies: The amounts shown in column (e-4) represent the additional resources provided under IDA16 by Part II members in SDRs or freely convertible currencies, as set out in Table 1. The U.S. Dollar equivalent has been obtained by converting the SDR amount using the average exchange rates for the U.S. Dollar against the SDR over the period April 1 to September 30, 2010 (SDRI=USD1.50233). These amounts are divided into subscriptions carrying votes (columns (c-1) and (e-1)) and contributions (column (e-3)).
Update of Part II members: The table has been updated to reflect the expected membership status of Part II members. New IDA members such as Kosovo, Romania and Tuvalu have been added while Venezuela has been removed from the list, with necessary adjustments made.

ATTACHMENT I

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

Additions to Resources: Sixteenth Replenishment

Instrument of Commitment

Reference is made to Resolution No. _____ of the Board of Governors of the International Development Association entitled „Additions to Resources: Sixteenth Replenishment“, which was adopted on _____, 2011 („the Resolution“).

The Government of _____ HEREBY NOTIFIES the Association pursuant to paragraph 2 of the Resolution that it will make the _____¹ authorized for it in accordance with the terms of the Resolution in the amount of _____².

(Date)

3

(Name and Office)

*

1 This form of Instrument of Commitment may be used for a Contributing Member's regular contribution, any Debt Relief Additional Contribution, and any Grant Compensation Additional Contribution either under separate instruments or combined. Contributing Members fill in the words „subscription and contribution“ for both regular contributions and Debt Relief Additional Contributions; and Subscribing Members fill in the word „subscription“ only.

2 Pursuant to paragraph 5(a) of the Sixteenth Replenishment Resolution, members are required to denominate their subscription and contribution, or subscription only, as the case may be, in SDRs, in the currency of the member if freely convertible, or with the agreement of the Association in a freely convertible currency of another member. Payment will be made as provided in paragraph 5(b) of the Resolution.

3 The instrument is to be signed on behalf of the Government by a duly authorized representative.

ATTACHMENT II

Encashment Schedule for IDA16 Contributions*(Percent of Total Contributions)*

<i>Fiscal Year</i>	<i>Standard Schedule</i>
2012	6.0
2013	12.3
2014	17.8
2015	16.2
2016	14.4
2017	11.7
2018	9.0
2019	7.2
2020	5.4
TOTAL	100.0